

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 578

Rubrik: Annexe

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La mouche du coche

Quatorze conseillers nationaux, tous socialistes romands et en colère. Ils rendent attentifs la direction de leur parti aux agissements fractionnistes d'un groupe de militants, le groupe dit d'Yverdon. Ce groupe, actif depuis deux ans environ, a fait parler de lui à l'extérieur par une campagne contre la participation socialiste aux exécutifs. Il réunit une centaine de militants dans le canton de Vaud principalement, à Genève, Bâle et Zurich. Jusqu'à maintenant son activité s'est limitée à des échanges d'idées, d'où est née une plate-forme «Changer le parti pour changer la société», et à l'investissement des postes-clés du parti socialiste, visible à Genève surtout.

Le rejet de la participation gouvernementale prôné par le groupe d'Yverdon n'a guère trouvé d'écho, ni à Berne, ni dans la cité de Calvin, ni dans le canton de Vaud (scores sans ambiguïtés lors de différentes consultations organisées à l'intérieur des partis cantonaux à l'occasion d'élections partielles pour le Conseil d'Etat).

Le groupe d'Yverdon exprime une impatience, une insatisfaction. Insatisfaction à l'égard du parti socialiste, de ses élus et de ses dirigeants: le plus grand parti du pays stagne, ses postulats ne se réalisent pas, il n'est plus porteur d'un projet, d'un espoir. Impatience: oui, le socialisme est possible en Suisse à condition de proposer un programme clair et en rupture avec le capitalisme, de jeter aux orties participation et paix du travail, ces deux mamelles de la dépolitisation. Parce que si les citoyens, et plus spécialement les couches populaires, boudent les urnes, c'est à cause de la politique de collaboration du PSS. Le travailleur suisse n'y voit plus clair, pas d'alternative à l'horizon.

La critique n'est pas nouvelle, elle est même permanente. Un parti qui prône des transformations sociales importantes et gère simultanément ce qui existe, ne peut l'éviter. Entre des magistrats et des

parlementaires condamnés à rendre des décisions concrètes, donc à transiger et à minimiser les conflits, et d'autre part des militants plus sensibles aux objectifs à atteindre qu'aux moyens d'y parvenir, il ne peut y avoir que tension. Nous l'avons dit ici à plusieurs reprises, l'expression de cette tension est nécessaire. De cette confrontation permanente, les premiers apprennent, s'ils l'avaient oublié, que les objectifs sont loin d'être atteints, et les seconds qu'il ne suffit pas de rêver la société pour la changer.

En 1968, les impatients avaient trouvé refuge dans les groupuscules d'extrême-gauche. Depuis lors, les jeunes militants ont pu mesurer la stérilité de ces chapelles et le reflux en direction du parti socialiste a été visible: on milite plus utilement dans un grand mouvement dont l'enracinement populaire est évident.

Mais il y a l'envers de la médaille: une longue histoire, une organisation importante en prise directe

ANNEXE

La colère des quatorze

Pour les besoins de la cause, la «Lettre des quatorze» a pris l'allure d'un règlement de comptes. On réalisera en lisant «in extenso» (telle qu'elle a été adressée au comité directeur du PSS), que si l'atmosphère est tendue, il y a encore loin de là aux ponts coupés. A titre documentaire donc, l'épître en question:

Les soussignés ont toujours été de l'avis qu'un grand nombre d'opinions devaient pouvoir s'exprimer librement au sein du PSS. Le parti ne peut que sortir renforcé d'un débat d'idées se déroulant dans une atmosphère de tolérance et de respect de l'opinion d'autrui. Une fois cependant le débat démocratique achevé, des décisions doivent être prises et s'imposer à tous.

Nous constatons que depuis environ deux ans, une organisation intitulée «Groupe d'Yverdon» (à ne pas confondre avec la section du PSS d'Yverdon)

sur la réalité sociale, c'est difficile à faire bouger. La tentation est grande dès lors de radicaliser les options pour compenser les attentes déçues.

La gauche démocratique helvétique est interpellée: récession économique, apathie sociale apparente, doublée d'un activisme ponctuel et multiforme, elle doit trouver des réponses rapidement: quels objectifs et quels moyens? Pour ce faire, les invectives mutuelles ne suffiront pas. Les militants du groupe d'Yverdon se trompent lourdement lorsqu'ils croient mobiliser les habitants de ce pays en vomissant le parti socialiste et la politique suivie par lui jusqu'à présent; de même, ils s'en tirent un peu facilement en brandissant l'étendard de l'auto-gestion. Pour sa part, le parti socialiste ferait erreur en traitant cet aiguillon par le mépris. Construire le socialisme aujourd'hui en Suisse, c'est beaucoup plus difficile que de proclamer des slogans incantatoires et c'est beaucoup plus que de se contenter des acquis de la formule magique.

s'est constituée parallèlement au PSS et en menace l'unité.

a. Ce «Groupe» a édicté un manifeste, recruté des membres, tient des séances, dresse des procès-verbaux, perçoit des cotisations, présente des candidats aux élections des organes du PSS, cherche à investir les organes cantonaux et la presse socialiste.

Il utilise les réunions sur le plan suisse pour contacter des camarades provenant des régions où il n'est pas implanté. Il se comporte comme un «parti dans le parti».

b. Le groupe pratique selon ses propres textes une stratégie «conspirative»: il fait son possible pour ne pas apparaître comme une tendance organisée (décision du 5.9.1979). De la sorte, il espère que ses agissements ne susciteront aucune réaction du PSS ou des partis cantonaux et qu'il pourra poursuivre son travail de sape en toute impunité.

c. Le groupe porte les accusations suivantes contre le Parti:

— Le PSS est accusé de collaboration avec la bourgeoisie.

— La direction du PSS est jugée incapable de proposer autre chose que des solutions technocratiques bourgeoises.

— La politique du PSS se ferait à coup d'apparitions télévisées des dirigeants.

— Les journaux socialistes ne seraient guère plus socialistes que les journaux bourgeois.

— Le mouvement ouvrier est réputé faible et désarmé.

— Le PS se contenterait de tentatives pragmatiques de modifier la société bourgeoise.

— Le PS se comporterait comme un parti bourgeois. Il cautionnerait les attaques de la bourgeoisie. Il défendrait les intérêts de la bourgeoisie et non ceux des travailleurs.

d. Le groupe s'est donné les priorités suivantes: 1. Autogestion. 2. Internationalisme. 3. Unité des forces de gauche. 4. Opposition absolue à la paix du travail. 5. Retrait des socialistes du Conseil fédéral.

A ce propos, nous nous bornons à constater que les trois premières priorités ne sont pas suffisamment définies pour qu'il soit possible de se faire une opinion sur la manière dont le Groupe d'Yverdon les envisage. En revanche les deux dernières sont nettement en contradiction avec la politique du parti. Les soussignés sont d'avis que le Groupe d'Yverdon porte atteinte aux intérêts du PSS et que ses membres contreviennent à l'obligation qui résulte de l'article 3 des statuts du PSS selon laquelle les membres du PSS acceptent son programme, ses statuts et ses décisions et ne peuvent appartenir à une autre organisation politique:

1. Ils demandent en conséquence au Comité directeur du PSS de s'exprimer sur la compatibilité de l'existence du Groupe d'Yverdon dans le cadre du PSS.

2. Ils demandent au Comité directeur du PSS de s'exprimer sur le fait que le Groupe d'Yverdon sollicite l'adhésion de membres qui «s'engagent à militer dans le PS avec les membres du Groupe, pour en réaliser les objectifs». (Voir à ce sujet la brochure distribuée par le Groupe d'Yverdon lors du congrès 1980 du PSS à Genève.)

